

parlement européen

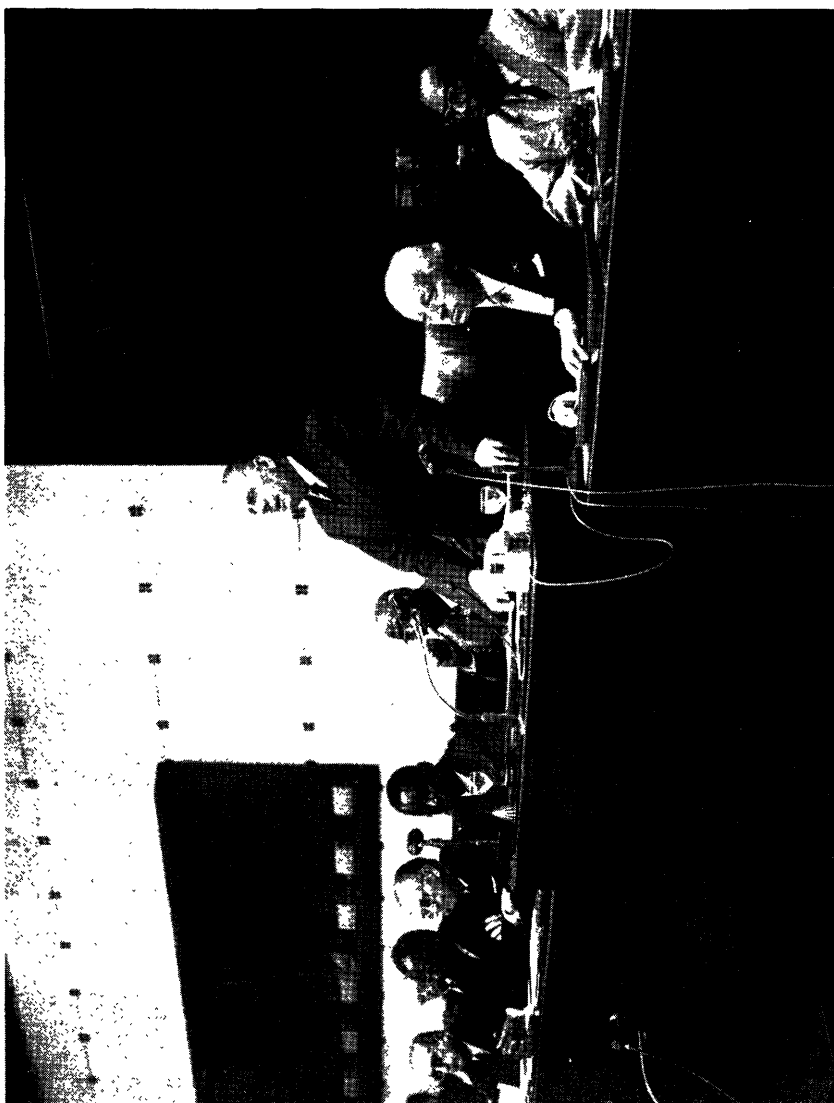
informations

IV

CONFERENCE PARLEMENTAIRE
DE L'ASSOCIATION C.E.E. - E.A.M.A.

STRASBOURG, décembre 1967

**QUATRIEME REUNION DE LA CONFERENCE PARLEMENTAIRE
DE L'ASSOCIATION**



La Conférence parlementaire de l'association entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés a tenu sa quatrième réunion du 4 au 7 décembre 1967 à Strasbourg. La Conférence, qui se réunit annuellement, est composée de 108 membres à raison de 3 représentants pour chaque parlement d'Etat africain et malgache et de 54 représentants du Parlement européen. Les trois précédentes réunions se sont tenues à Dakar en 1964, à Rome en 1965 et à Abidjan en 1966.

La Conférence a procédé à l'élection de son bureau et s'est prononcée sur les solutions susceptibles de favoriser la commercialisation au sein de la C. E. E. , à des prix stables et rémunérateurs, des produits des Etats associés ainsi que sur le 3e rapport annuel d'activité du Conseil d'association et sur ses comptes et son budget. Ces questions ont été débattues à Venise et à Bamako au sein de la Commission paritaire, organe permanent de la Conférence, et ont fait l'objet de trois rapports.

Election du bureau de la Conférence

Avant de procéder à l'élection du président, le président sortant, M. Lamine Gueye (Sénégal), a adressé ses condoléances au peuple gabonais à la suite du décès de M. Léon Mba, président de la République du Gabon. Le président Lamine Gueye a rappelé le travail fructueux consacré par le Parlement européen et les parlements des Etats associés aux problèmes de l'association. Il a insisté sur l'importance des travaux de la Commission paritaire qui ont abouti à un résultat positif grâce au travail accompli par ses rapporteurs.

La Conférence a procédé à l'élection de son bureau, composé comme suit :

Président : M. A. Poher (dém.-chr. fr.), président du Parlement européen.

Vice-présidents : MM. Lamine Gueye (Sénégal), 1er vice-président - Furler (dém.-chr. all.) - Cheikh Saad Kane (Mauritanie) - Vals (soc.

fr.) - Marigoh Mboua (Cameroun) - Battaglia (lib. it.) - Ricamunpaca (Rwanda) - Terrenoire (U.D. E. fr.) - Ahmed Gumane Roble (Somalie).

Allocution du président de la Conférence

Après son élection à la présidence de la Conférence, M. A. Poher a prononcé une allocution dont on trouvera ci-après le texte intégral.

"Nous voici réunis à Strasbourg, dans cette enceinte historique du Palais de l'Europe où se tiennent les sessions du Parlement européen. Nous voici rassemblés dans le souvenir des hommes illustres qui siègèrent ici, pour ouvrir la quatrième Conférence parlementaire de l'association que la Convention de Yaoundé a, dans sa sagesse, instituée.

Cette Conférence, véritable forum où chacun aborde avec la plus grande franchise les problèmes qui le préoccupent, a jusqu'ici réussi, au cours de ses assises de Dakar, de Rome, et d'Abidjan à créer de la façon la plus heureuse une liaison étroite entre les institutions parlementaires des dix-huit pays africains et malgache et le Parlement européen.

Qui ne se rappelle, comme je l'évoquais déjà à Abidjan, que c'est ici à Strasbourg que fut donné le premier élan à cette coopération au niveau de la représentation populaire dans le cadre d'une association entre peuples égaux et libres.

Strasbourg I prépara avec bonheur le futur traité de Yaoundé. Puisse Strasbourg II ouvrir les voies au renouvellement de la Convention entre nos 24 pays d'Afrique et d'Europe.

Après les présidents Furler, Duvieusart et Leemans, je reçois une nouvelle fois la mission de présider cette Conférence qui siège chaque année en décembre, alternativement en Afrique et en Europe pour dresser le bilan de l'activité passée et fixer les objectifs à venir.

A dire vrai, la tâche principale incombe à la commission permanente, je veux dire à la Commission paritaire qui vient, à Bamako, de préparer dans les meilleures conditions notre actuelle session de Strasbourg. Permettez-moi, à cette occasion, de rendre un hommage tout spécial à son président, M. Gaston Thorn et à son vice-président, M. Allioune Sissoko, notre brillant rapporteur de l'an dernier.

Recevant le témoin du relais européen-africain des mains du vénéré président Lamine Gueye, mon prédécesseur, laissez-moi exprimer à ce précurseur aimé et respecté les sentiments que nous éprouvons tous pour le pionnier inspiré, dynamique et prévoyant de cette oeuvre d'union et de rapprochement entre des civilisations également nécessaires à l'équilibre du Monde.

Notre rapporteur de cette année, M. Léon Troclet a dressé dans le document qu'il a déposé au nom de la Commission paritaire un bilan de la 3e année de l'application de la Convention de Yaoundé. Suivant l'heureuse tradition qui s'est désormais établie, le rapport parlementaire contient chaque année une analyse approfondie de tous les aspects de la fructueuse coopération que l'Europe unie et les jeunes nations d'Afrique et Madagascar ont su réaliser.

Ce document fait état de tous les résultats positifs qui ont été enregistrés dans les différents domaines de l'association et des très grands progrès qui, malgré des difficultés certaines, ont été accomplis au cours de ces dernières années.

Ces progrès doivent nous inciter à regarder avec confiance l'avenir bien que les résultats obtenus ne soient pas toujours à la mesure des efforts fournis. Trop souvent, malgré une large volonté mondiale, le fossé a plutôt tendance à s'élargir entre les pays à économie développée et ceux à économie moins développée.

Laissez-moi citer notre rapporteur qui souligne, après l'analyse complète et exhaustive qu'il a faite, le contenu humain de notre association : "l'entreprise vaste et originale de l'association poursuit le but le plus noble qui soit, celui de l'égalisation des peuples par l'élimination du sous-développement et de la misère. Elle apporte sa contribution à la paix entre les hommes de bonne volonté. Rien n'est trop cher pour atteindre un tel but qui devra être lui-même un nouveau point de départ vers l'accroissement incessant du bonheur humain d'où l'on partirait cette fois tous ensemble sur un pied d'égalité dans le plus généreux et le plus large sentiment de solidarité et de fraternité humaines!"

Je dois évoquer également le rapport budgétaire que notre ami Ngoo Mebe nous a présenté avec talent. En bons parlementaires, nous sommes tous conscients de l'importance des problèmes budgétaires qui sont une condition importante du bon fonctionnement de notre Institution. Mais nous savons tous que la Conférence parlementaire s'ouvre en effet dans la perspective mondiale qui sera celle de la Conférence de New Delhi sur le commerce et le développement et au seuil d'une année où s'engageront les négociations préparatoires au renouvelle-

ment de la Convention de Yaoundé. Les conditions de renouvellement de la Convention ne pourront pas ne pas être influencées par les décisions et recommandations qui seront prises à New Delhi.

Au sein des organes de l'association, et notamment au niveau des parlementaires, nous aurons à coeur de défendre le système de coopération régionale prévu par la Convention de Yaoundé. Il faudra le faire avec d'autant plus de vigueur et de ténacité que de fortes pressions s'exercent et continueront probablement de s'exercer devant les instances mondiales de la part des pays du Tiers monde qui ne bénéficient pas du même système préférentiel que celui accordé par la Communauté aux 18 Etats associés, lesdits pays risquant de se coaliser avec ceux des Etats industrialisés qui considèrent que, pour des raisons de principe, de telles préférences régionales ne sont pas satisfaisantes.

Nous le ferons avec d'autant plus de bonne conscience que les actions engagées par la Communauté et l'aide financière qu'elle apporte aux 18 Etats africains et malgache associés vont à des pays dont la grande majorité peuvent être considérés comme les plus démunis dans la course au développement. En effet, les pays dits "en voie de développement" ne sont pas à égalité de chances de développement économique. Il n'y a aucune commune mesure entre la situation d'Etats dont l'industrialisation, déjà très avancée, est en passe de les faire rejoindre le peloton des puissances industrielles européennes et la situation économique de la plupart de nos associés africains, tels que la Haute Volta, le Mali, le Togo, etc. . . bien moins dotés par la nature, moins riches en matières premières et qui sont nés plus récemment au développement. Par conséquent, il faudra réaffirmer que la Communauté ne pourra renoncer aux aides qu'elle procure à ses partenaires de l'association que lorsque l'amélioration du marché mondial, notamment grâce à des accords mondiaux par produits, offrira des sûretés équivalentes à nos dix-huit partenaires.

Notre devoir est donc de sauvegarder les intérêts des pays envers lesquels nous avons des responsabilités directes et contractuelles.

Dans le cadre de ces efforts, le rapport de M. Armengaud apporte une contribution positive dans la mesure où il propose des solutions sur lesquelles nous allons être amenés à réfléchir au cours de la présente Conférence et qui seront autant d'hypothèses de travail pour les négociations de la future Convention.

Ces points de vue évoqués à Bamako rejoignent d'ailleurs les conclusions d'experts de plus en plus nombreux et des responsables gouvernementaux eux-mêmes en faveur d'une organisation de marché et de la conclusion d'accords mondiaux par produits.

Qui ne se souvient du discours prononcé à Abidjan devant les parlementaires européens par Son Excellence M. Hamani Diori, président de la République du Niger. Notre ancien collègue, qui a lui aussi siégé sur les bancs de Strasbourg, a lancé l'an dernier un pressant et solennel appel à la Communauté européenne pour que soient réalisées une stabilisation des prix et une organisation des marchés en faisant observer que stabiliser les prix des produits de base signifie en fait assurer la stabilité et le développement des Etats associés.

Ce n'est pas au moment où se multiplient les rapports inquiétants de la Banque mondiale, du G. A. T. T. , de l'O. C. D. E. , et de la F. A. O. qui sont autant d'appels à une révision déchirante, d'une politique d'aide fournie par les pays riches que nous devons ralentir nos efforts.

Ce n'est pas au moment où, de toutes parts on s'aperçoit que la politique de saupoudrage de l'aide au Tiers monde est inefficace, que nous devons disperser notre action.

L'aide financière de la Communauté a un impact bien précis en faveur de l'aide à la production, à la diversification, en faveur de l'infrastructure économique et sociale et nous devons nous y tenir fermement.

Si nous devons réviser notre politique de coopération économique, technique et financière, c'est dans le sens d'une plus grande efficacité, d'une attribution prioritaire aux projets de ceux des 18 Etats associés qui acceptent de coordonner leurs efforts de production en vue de créer des marchés inter-africains élargis. C'est dans le sens d'une contribution à l'éducation et à la formation professionnelle du paysannat sachant que les impératifs du développement de l'économie européenne ne nous permettent pas d'aller au-delà d'un certain montant d'aides financières, il faut, dans le cadre de nos moyens, concentrer nos efforts pour imprimer aux économies des Etats associés une base de départ suffisante.

L'esprit de la Convention est devenu une réalité. Ces jours derniers au Château de La Muette, pour la réunion de l'O. C. D. E. - comme d'ailleurs précédemment à la Conférence d'Alger - les partenaires du Marché commun, qu'ils soient Européens ou Africains, ont fait front devant les critiques.

Le dernier communiqué de l'O. C. D. E. nous indique que les ministres des six pays de la Communauté ont même évoqué les avantages nouveaux qui devraient être accordés aux importations des pays en voie de développement.

L'an dernier à Abidjan, le président Philippe Yace, qui nous avait magnifiquement accueilli avec ses amis ivoiriens dans son très beau pays, ne nous disait-il pas en terminant son discours : "je puis vous affirmer que l'Afrique vous renouvelle sa confiance, elle espère que vos Gouvernements prendront conscience des graves responsabilités qui leur incombent et sauront jeter généreusement les bases d'une effective solidarité entre nos Continents. Aussi bien conservons-nous un ferme espoir quant à l'esprit de compréhension qui devra toujours prévaloir à l'occasion des Conférences à venir entre les représentants des exécutifs européens et africains".

La Commission paritaire a remarquablement travaillé au cours de cette année ; c'est donc moi aussi avec confiance que j'émetts le voeu que la quatrième Conférence fasse accomplir un nouveau pas en avant à l'association.

Notre association a besoin d'hommes de grande foi, d'apôtres, à la veille du renouvellement de la Convention et devant les difficultés qui s'annoncent sur le plan mondial. Je veux croire que tous les membres du Parlement européen seront dans leurs pays respectifs les témoins de la réussite de notre coopération européo-africaine, oeuvre de paix et d'amitié qui entend défendre la place de l'homme dans la société de demain. Aussi bien est-ce avec sérénité que je salue ici toutes les personnalités présentes et souhaite à nos délibérations le plus heureux des dénouements".

Bilan annuel de l'association

Sur la base d'un rapport (doc. 19) fait au nom de la Commission paritaire par M. Troclet (soc. belge), la Conférence parlementaire de l'association a procédé à l'examen du troisième rapport annuel d'activité du Conseil d'association qui porte sur la période du 1er juin 1966 au 7 juin 1967. Cet examen est l'occasion, pour la Conférence, de dresser un bilan de l'association, de donner des avis et de faire des recommandations sur le fonctionnement et le développement de l'association.

Dans son rapport, M. Troclet a étudié les différents chapitres du rapport du Conseil d'association, et a fait de nombreuses observations et suggestions que l'on retrouvera dans la résolution adoptée par la Conférence à l'issue des débats. Le rapporteur a étudié successivement : le fonctionnement institutionnel de l'association, l'évolution des échanges commerciaux, la coopération financière et technique, la coopération culturelle, le droit d'établissement et les services, la coopération entre les Etats membres de la C. E. E. et les E. A. M. A. sur le plan international. Enfin, un chapitre est consacré aux perspectives d'avenir de l'association, à un peu plus d'un an du renouvellement de la Convention.

Le président en exercice du Conseil d'association, M. Patasse, ministre du développement de la République centrafricaine, a présenté oralement à la Conférence le 3e rapport d'activité du Conseil. On trouvera ci-après de larges extraits de son allocution.

"Après Dakar, Rome et Abidjan, c'est aujourd'hui la quatrième fois qu'un président en exercice du Conseil d'association prend la parole devant votre illustre Assemblée. Cette fois-ci, votre réunion se tient dans la ville de Strasbourg que nous ne retrouvons jamais sans une certaine émotion, d'abord parce qu'elle constitue en quelque sorte le berceau des Institutions parlementaires européennes, et, ensuite, parce que nous n'oublions pas que c'est au cours d'une rencontre entre parlementaires européens, africains et malgache qu'en 1961, dans ce même hémicycle, ont été discutés, pour la première fois, les principes généraux d'une association renouvelée, qui se sont concrétisés ensuite dans la Convention de Yaoundé. . .

Vous comprendrez certainement qu'il n'est pas possible et qu'il ne serait pas souhaitable, dans le cadre d'un rapport qui doit rendre compte des activités du Conseil, de dégager des conclusions autres que celles sur lesquelles les Parties se sont mis d'accord et moins encore, de projeter sur l'avenir les orientations des travaux sans débat préalable au Conseil d'association. . .

Dans l'élaboration de notre oeuvre commune, un dialogue permanent et une coopération incessante sont nécessaires pour trouver des solutions acceptables pour toutes les Parties contractantes. Pour donner à ce dialogue et à cette coopération toute sa valeur, la Convention de Yaoundé a fourni l'une des contributions les plus neuves et les plus originales en créant, à côté de l'organe ministériel, un organe parlementaire, votre Conférence, dont les travaux - préparés par ceux de la Commission paritaire - suffisent à prouver l'importance. Par votre

intermédiaire, nos peuples sont associés de façon permanente à la mise en oeuvre de nos objectifs. Ma présence ici apporte la preuve que le Conseil d'association, pour ce qui le concerne, entend poursuivre son action en vue d'informer et d'éclairer le plus largement possible votre Conférence parlementaire sur l'ensemble de ses activités...

Les exportations des Etats associés vers l'ensemble du monde et aussi, quoique dans une mesure légèrement moindre, vers la C. E. E. se sont sensiblement développées... Il s'en faut pourtant que tous les Etats associés aient bénéficié dans une mesure équivalente du redressement de la situation. Certains produits d'origine agricole n'ont pas connu une tendance aussi favorable...

Il nous faut constater avec regret que les cours mondiaux des produits oléagineux connaissent un nouvel effondrement. Les dispositions prises par la Communauté en faveur des oléagineux des E. A. M. A. n'en ont que plus d'importance. Elles permettront au moins d'atténuer pour les Etats associés producteurs les conséquences de cette situation anormale du marché mondial...

Lorsque les Parties contractantes discuteront à partir du 1er juin 1968 des dispositions à prévoir pour une nouvelle période, l'ensemble des questions liées au régime des produits agricoles homologues et concurrents des produits européens devrait être examiné à nouveau en vue de parvenir à une solution harmonieuse et cohérente qui permette de concilier autant que possible les intérêts de la Communauté et des Etats associés dans ce domaine.

Ni les actions de stabilisation des cours des produits tropicaux, ni la prise en considération des intérêts des Etats associés dans la détermination de la politique agricole commune, ne suffiront cependant à assurer ce développement des exportations des Etats associés à des conditions satisfaisantes qui constitue un des objectifs essentiels de notre association. Le développement des échanges commerciaux exige également un important effort des Etats associés eux-mêmes, dans le domaine de la promotion commerciale en particulier...

Lors de sa réunion d'Abidjan, votre Conférence avait déjà mis l'accent sur l'importance des engagements pris par les partenaires de l'association en vue de tenir compte de leurs intérêts réciproques et solidaires sur le plan international. Elle avait également attiré l'attention sur les conséquences néfastes que pourrait avoir l'absence d'une position coordonnée des partenaires de l'association dans le cadre de la C. N. U. C. E. D. Cet appel n'est pas resté sans écho puisque, dans le

courant de l'été, des réunions de coordination entre la Communauté et les Etats associés se sont tenues à Genève dans le cadre du Conseil de la C. N. U. C. E. D. , en vue notamment de la préparation de la Conférence mondiale qui se tiendra bientôt à la Nouvelle Delhi. Maintenant que, à Alger, les pays en voie de développement ont pu confronter leurs vues et alors que, de son côté, la Communauté achève ses entretiens sur ces questions avec d'autres pays industrialisés, nous disposons des éléments nécessaires pour réaliser, dans le cadre de l'association, une première confrontation de nos points de vue, en ce qui concerne les grands thèmes qui seront débattus au sein de la Conférence et qui sont d'un intérêt fondamental pour nos vingt-quatre Etats. . .

Dans le domaine de la coopération financière et technique. . . Le Conseil a jugé à nouveau opportun de rappeler l'utilité pour les Etats associés d'établir leurs programmes généraux de formation en fonction des besoins et de toutes les aides extérieures. . .

Certes, la stabilisation des prix ne résoud pas tous les problèmes qui se posent dans le domaine des échanges. Elle doit en particulier être appuyée par des mesures destinées à organiser la production en fonction de la demande potentielle. Par ailleurs, les efforts devront également porter sur une meilleure organisation dans le domaine de la production et de la commercialisation. . .

La contribution de votre Conférence parlementaire à la recherche de solutions satisfaisantes sera sans nul doute appréciée à sa juste valeur par ceux qui, après avoir dressé le bilan de notre Convention, auront la tâche de dégager, au vu de l'expérience, des orientations futures de notre action commune".

M. Neef (R. F. A.), président en exercice du Conseil des Communautés européennes, a porté un jugement positif sur l'association, même si les résultats obtenus laissent encore à désirer, notamment dans le domaine des échanges commerciaux. Des facteurs étrangers à l'association ont souvent eu une influence négative sur son évolution. M. Neef a constaté que les dispositions concernant la coopération financière et technique ont pu être exécutées d'une manière satisfaisante. S'interrogeant sur les perspectives de l'association, le président du Conseil des Communautés a souligné que cet avenir dépendait avant tout de la volonté politique de chacune des parties contractantes de poursuivre l'association. Il faudra aussi tenir compte des résultats de la C.N.U.C.E.D. Quant aux actions à envisager dans le futur, elles devraient s'inspirer des objectifs suivants : renforcement du potentiel agricole des Etats associés - poursuite, sur le plan mondial, des efforts pour une stabilisation des recettes d'exportation des produits tropicaux les plus im-

portants - orientation des aides vers les secteurs productifs - accélération de la formation des cadres et de la formation professionnelle et coordination de toutes les aides mises à la disposition des pays associés. En terminant, M. Neef a souligné que l'efficacité de l'aide de la Communauté sera grandement accrue si les Etats associés renforcent, sur une base régionale, leur solidarité économique, notamment dans les secteurs de l'organisation des marchés et de l'industrialisation.

Au cours du débat, M. Yace (Côte d'Ivoire), après avoir apporté son adhésion aux propositions contenues dans le rapport de M. Armengaud, a précisé que pour les E.A.M.A., les concours financiers étaient d'un intérêt secondaire par rapport à la véritable coopération qui doit leur permettre de mettre eux-mêmes en valeur leurs économies. M. Yace estime que la notion de développement réciproque doit inspirer toutes les demandes politiques entre Etats industrialisés et Etats en voie de l'être. La notion d'association doit entraîner la concession d'avantages mutuels, même s'ils doivent parfois être contraires à l'intérêt des tiers. Les préférences tarifaires accordées par la C. E. E. devront être maintenues encore longtemps pour ne pas compromettre dangereusement l'écoulement des produits des E.A.M.A. M. Yace a demandé l'élargissement des interventions de la Banque européenne d'investissement et s'est prononcé pour la poursuite de l'association.

Le groupe démocrate-chrétien du Parlement européen, par la voix de M. Pedini (it.), a approuvé le rapport de M. Troclet. L'association a su trouver une formule intéressante et originale qui d'ailleurs, a très bien été défendue, à Alger, par les Etats associés. A côté des pays du monde occidental, les pays socialistes peuvent également jouer un grand rôle pour la solution des problèmes posés par le sous-développement. Après avoir préconisé un certain nombre d'améliorations à la structure et au fonctionnement de l'association, M. Pedini a demandé, qu'à l'occasion du renouvellement de la Convention d'association, on dote les Institutions de l'association d'instruments souples et adaptés aux situations particulières des E.A.M.A.

M. Ahmed Adde Mugne (Somalie) s'est déclaré satisfait du fonctionnement de l'association, notamment en ce qui concerne les aides financières du F.E.D., les études entreprises concernant les possibilités d'industrialisation dans les Etats associés et les efforts du Marché commun en matière de formation professionnelle et de bourses d'études.

M. Armengaud (lib.) parlant au nom du groupe des libéraux et apparentés du Parlement européen, a demandé qu'un véritable dialogue s'instaure entre le Conseil et la Conférence. A l'occasion de la Conférence de New Delhi, les 6 et 18 devront faire bloc contre toute tentative de désagrégation. M. Armengaud a abordé les problèmes de l'industrialisation, de l'aide financière, de la coopération culturelle et du droit d'établissement. Le Conseil et la Commission des Communautés devront faire preuve de beaucoup de détermination et ne devront pas craindre de heurter des préjugés.

Pour M. Bakouré (Tchad), l'équilibre satisfaisant entre les responsabilités de la Communauté à l'égard des pays associés et les intérêts des pays tiers n'est guère satisfaisant que pour les pays tiers. Le développement des Etats associés ne pourra être réalisé que grâce à une aide substantielle des Etats membres de la C. E. E. et à des aides complémentaires des organisations internationales.

M. Rakoto Zafimahery (Madagascar) a présenté quelques observations relatives aux problèmes intéressant plus particulièrement son pays à propos des règlements communautaires concernant les produits homologues et concurrents. Il a souligné les graves inconvénients pour Madagascar des règlements relatifs au manioc et à la viande en général. En terminant, l'orateur a exprimé son vif désir de voir renouveler la Convention.

M. Kassongo (République démocratique du Congo) s'est inquiété de la détérioration des termes de l'échange qui constitue un réel danger pour la poursuite des objectifs de l'association. L'ordre étant rétabli au Congo, les mécanismes que ce pays s'efforce de mettre en vigueur permettront de donner aux pays membres de la Communauté européenne les préférences réciproques prévues par la Convention de Yaoundé. L'orateur a demandé un effort supplémentaire dans le domaine de la formation professionnelle et a insisté sur la nécessité d'une répartition équitable des crédits en vue de promouvoir un développement harmonieux et équilibré de l'ensemble des Etats.

Le bilan de la politique d'association est positif, a déclaré M. Bersani (dém.-chr. it.). Cette politique réside, avant tout, dans une série d'avantages réciproques. Les actions à mener doivent découler de critères généraux à inscrire dans un véritable programme organique. Enfin, l'orateur a insisté sur l'importance de l'établissement d'un programme d'industrialisation.

Pour M. Scelba (dém.-chr. it.), la voie à suivre pour donner un nouvel essor aux Etats associés, est celle d'une union économique et politique aussi étroite que possible de ces Etats. M. Scelba a souligné, d'autre part, que seule une réduction des dépenses d'armements, à l'échelle mondiale, pourrait fournir les moyens nécessaires à l'élévation des pays économiquement retardés. Les Etats membres de la Communauté pourraient prendre une initiative dans ce sens.

M. Carcassonne (soc. fr.) a souligné que, pour préserver l'originalité et la validité de l'association, il faudra, au moment du renouvellement de la Convention de Yaoundé, mettre sur pied un plan organique à long terme. La politique d'association doit surtout viser à l'amélioration du niveau de vie des hommes et, de ce fait, elle constitue une contribution fondamentale au maintien de la paix dans le monde.

Pour M. Burger (soc. néerl.) on ne vaincra les résistances qui se font jour vis-à-vis de l'association, qu'en renforçant la Communauté. Que l'Europe procède à son élargissement ou non, la Convention de Yaoundé est insuffisante. Il faudra qu'elle cède la place à un nouveau traité. Ainsi, l'unité de l'Europe et la position politique des E. A. M. A. seront renforcées.

Au nom du groupe de l'Union démocratique européenne du Parlement européen, M. Briot (fr.) a souligné que le but de l'association doit être la libération de l'homme. Pour l'orateur, il importe de dégager une vue d'ensemble commune à faire prévaloir lors des futures conférences internationales sur le problème du développement.

M. Mouyabi (Congo-Brazzaville) a insisté sur les difficultés auxquelles se heurte la pénétration des produits africains sur le marché de la Communauté. L'orateur a apporté l'adhésion de sa délégation aux conclusions du rapport de M. Troclet. Lors de la discussion sur le renouvellement de la Convention d'association, il faudra s'inspirer, notamment, des considérations suivantes : - maintien et reconduction des clauses de la Convention - inclusion de nouvelles stipulations inspirées de la Charte d'Alger et des résultats de l'expérience acquise - exclusion des propositions trop peu réalistes.

M. Gerlach (soc. all.) s'est prononcé pour une stratégie de la prospérité qui un jour permettra aux peuples réunis dans l'association de trouver un équilibre économique et social. Il a dit toute son admiration pour le courage et la volonté constructive des hommes responsables des pays associés.

M. Marigoh Mboua (Cameroun) a souligné l'intérêt que présenterait la création d'un fonds de stabilisation. Les espoirs des peuples en voie de développement reposent sur la solidarité originale et agissante entre les 6 et les 18. Cette expérience peut être considérée comme une création d'avant-garde destinée à promouvoir le progrès économique et social d'un continent, et ouvre la voie à une formule rénovée de coopération internationale fondée sur l'égalité des partenaires et la foi dans un idéal commun d'enrichissement mutuel.

M. Carboni (dém.-chr. it.) a souligné que seule l'industrialisation peut remédier au déséquilibre structurel qui caractérise la situation économique des pays associés. Il a préconisé la création de centres communs de commercialisation où les Etats associés pourraient vendre leurs produits et acheter ceux des pays de la Communauté. D'autre part, les efforts en faveur de la liberté d'établissement sont insuffisants. Il faut permettre aux pays membres de la Communauté de participer aux progrès économiques des Etats associés.

M. Bakoure (Tchad) s'est prononcé pour une amélioration des mécanismes de l'association. L'étude à l'échelle mondiale de mesures appropriées est le seul moyen d'assurer aux pays associés des prix stables et rémunérateurs. La création de fonds spécifiques de stabilisation des produits tropicaux sera d'une grande utilité. Les Etats associés devront, d'autre part, promouvoir une politique hardie d'intégration économique régionale.

M. Sabatini (dém.-chr. it.) a invité la Conférence à envisager les problèmes de l'association dans des perspectives d'avenir. Ces problèmes sont, en définitive, ceux du progrès technologique et de l'accélération des phénomènes économiques mondiaux.

M. Rochereau, membre de la Commission des Communautés européennes, a tenu à préciser que la Commission ne pouvait pas toujours tenir rigoureusement compte de toutes les recommandations de la Conférence, étant donné les difficultés pratiques, mais son action sera certainement, dans la mesure du possible, orientée par ces recommandations. En ce qui concerne le renouvellement de la Convention, M. Rochereau a souligné l'originalité avec laquelle la Conférence a formulé des orientations pour l'avenir. Le poids de la Conférence est d'autant plus grand qu'elle représente les opinions publiques des pays réunis en son sein. La Commission s'efforcera, dans toute la mesure du possible, de tenir compte de ses prises de positions. M. Rochereau a fait quelques objections à la création d'un fonds de stabilisation demandé dans le rapport de M. Armengaud, mais s'est prononcé pour la

formule suivante : stabiliser d'abord, investir ensuite. L'ensemble des problèmes ne peut être résolu que par une stratégie globale, laquelle est possible à partir de la Convention, dont les moyens sont certes limités, mais réels et efficaces. Un des moyens de rendre l'association encore plus fructueuse se trouve dans la possibilité de créer de nouvelles organisations sur le plan économique et politique. Pour mener à bien une politique d'industrialisation, les capitaux privés devraient venir s'ajouter aux efforts financiers des Institutions communautaires. Pour M. Rochereau, l'ensemble des stipulations de la Convention englobe déjà une stratégie pour une politique commune de développement qui, certes, est limitée à un cadre régional, mais qui a l'avantage de prévoir toutes les orientations possibles.

M. Patasse, président en exercice du Conseil d'association, a déclaré, en réponse aux différents orateurs, que tous les problèmes ne pouvant pas être résolus dans le cadre de l'actuelle Convention, il faudra en tenir compte lors de la préparation de son renouvellement. A titre personnel, M. Patasse a souligné que les Etats associés sont décidés à défendre la Charte d'Alger lors de la Conférence de la C. N. U. C. E. D. Il a estimé, d'autre part, que la durée de la nouvelle Convention d'association devrait dépasser cinq ans. M. Patasse a justifié les préférences tarifaires réciproques et a constaté que, dans le domaine des échanges commerciaux, la Convention ne donne pas entière satisfaction.

Prenant la parole à la fin du débat, M. Troclet, rapporteur, a constaté qu'aucune objection de fond n'avait été formulée sur les points essentiels de son rapport. Bien au contraire, tous les orateurs ont approuvé les lignes directrices du rapport. D'autre part, il a noté avec satisfaction qu'un front commun semble s'être solidement établi pour défendre l'association, tentative de collaboration régionaliste, contre les pressions de l'extérieur.

A l'issue des débats, la Conférence a adopté une longue résolution dans laquelle elle demande des mesures appropriées afin d'éviter tout retard dans le fonctionnement des mécanismes institutionnels de l'association. Le Conseil d'association devrait se réunir au moins deux fois par an. La Conférence renouvelle sa demande au Conseil d'autoriser la procédure des questions écrites et orales, souhaite que ses résolutions soient discutées par le Conseil et se félicite de l'activité des Etats associés en vue d'une action concertée dans leurs relations avec la Communauté. La Conférence demande qu'un certain nombre de mesures soient prises afin de développer les échanges commerciaux entre les E. A. M. A. et la C. E. E., notamment : réduction de certaines taxes intérieures de consommation, régularisation des cours des pro-

duits tropicaux, coordination efficace des politiques en vue de la C.N.U.C.E.D. En ce qui concerne la coopération financière, la Conférence se félicite de l'action de la Communauté, souligne la nécessité d'assurer une répartition équitable des crédits du F.E.D. en vue de promouvoir un développement harmonieux et équilibré de l'ensemble des Etats associés, dans un esprit de programmation à long, moyen et court termes et recommande une coordination de l'action du F.E.D. avec les aides accordées aux E.A.M.A. par les Etats membres et les organisations internationales. L'action en matière de coopération technique et culturelle doit s'intensifier dans le domaine de la formation professionnelle. En vue du renouvellement de l'association, la Conférence estime qu'il faudrait reconsidérer en particulier : - les moyens susceptibles de promouvoir l'accroissement des échanges entre les partenaires de l'association - les critères d'utilisation des aides financières à concentrer dans les secteurs paritaires et tendant à réaliser des objectifs à moyen et à long termes - l'importance de la formation professionnelle - les conditions d'intervention de la Banque européenne d'investissement dans les Etats associés.

La commercialisation, au sein de la C.E.E., des produits des Etats associés

Les Etats africains et malgache associés considèrent que l'association a pour signification une modification en leur faveur de leurs relations commerciales avec les pays de la Communauté européenne. Pour cela, il faut, en premier lieu, améliorer la commercialisation au sein de la Communauté, à des prix stables et rémunérateurs, des produits exportés par les Etats associés. Dans son rapport (doc. 20), fait au nom de la Commission paritaire, M. Armengaud (lib. fr.) a recherché des solutions pratiques pour atteindre ce but. Ces solutions pourront, dans la mesure où elles n'entrent pas dans le cadre des dispositions prévues par l'actuelle Convention, servir de base de négociation lors du renouvellement de la Convention d'association.

Auparavant, le rapporteur a procédé à l'examen des dispositions de la Convention de Yaoundé relatives aux échanges commerciaux qui instaurent une zone de libre échange entre la C.E.E. et les E.A.M.A. Après avoir étudié les mécanismes, prévus par la Convention et existant dans les Etats associés et dans le monde, qui tendent à stabiliser les cours des matières premières, M. Armengaud a constaté que la situation actuelle n'est pas satisfaisante et ne répond pas à la préoccupation des E.A.M.A. de voir leur production prendre une place éminente sur le marché de la C.E.E. dans des conditions acceptables pour

les consommateurs européens et pour les producteurs africains. Le rapporteur a passé en revue les principales productions des Etats associés et leur marché au sein de la C.E.E. et a relevé les obstacles à la commercialisation, à des prix stables et rémunérateurs, de ces produits dans la C.E.E. Les obstacles généraux tiennent : - à la politique et aux usages économiques des pays importateurs - aux pays exportateurs eux-mêmes - aux conséquences du progrès technique. Enfin, le rapporteur a exposé les solutions qu'il préconise. Ces solutions ont été reprises pour l'essentiel, dans la résolution adoptée par la Conférence à l'issue du débat. En terminant, M. Armengaud a souligné que le présent rapport s'appuyant sur l'existence d'associations économiques régionales et notamment sur l'association C.E.E.-E.A.M.A., propose une solution pragmatique, sans doute, mais susceptible d'apporter, en attendant des solutions internationales, une aide efficace aux E.A.M.A.

Dans la résolution, la Conférence demande à la Communauté, aux Etats membres et associés de prendre, sans retard, toutes dispositions utiles en vue de :

- favoriser et accélérer, dans le cadre de la C.N.U.C.E.D., la conclusion d'accords mondiaux visant à organiser les marchés des produits tropicaux ;
- veiller au respect scrupuleux des dispositions des accords mondiaux existants ;
- mettre en place, dans le cadre de l'association et de ses moyens financiers, ainsi que dans celui des dispositions à prendre à l'expiration de l'actuelle Convention - au cas où les efforts déjà entrepris ne permettraient pas d'aboutir à bref délai à des accords mondiaux produit par produit - des mécanismes d'aides temporaires en faveur des Etats associés en cas de baisse grave des cours des produits qui constituent leurs principales recettes d'exportation, compte tenu des mesures déjà adoptées par la Communauté en faveur des produits oléagineux originaires des Etats associés, et comportant, pour chaque produit, un prix équitable et rémunérateur dans la limite de quantités fixées annuellement par le Conseil d'association. Ces mécanismes seraient un premier pas sur la voie d'une organisation mondiale des marchés desdits produits ;
- étudier à cet effet - dans le cadre des nouvelles dispositions à prendre à l'expiration de l'actuelle Convention - la création d'un "Fonds de stabilisation des produits tropicaux de l'association" qui serait notamment alimenté, d'une part, par une dotation initiale de tous les vingt-quatre partenaires de l'association et, d'autre part, par des

ressources diverses à étudier, et qui serait géré par la Commission des Communautés suivant des orientations définies par le Conseil d'association ;

- inciter les importateurs de produits tropicaux à prendre une part active dans les organisations de marché ;
- inviter les Etats membres intéressés à modérer les effets des taxes de consommation qu'ils perçoivent sur certains produits tropicaux ou tout au moins à plafonner à leur niveau actuel les recettes provenant de ces taxes dans la mesure où celles-ci, en renchérissant le prix de vente des produits tropicaux, constituent une entrave à la consommation desdits produits ;
- insister auprès des Etats associés afin qu'ils poursuivent leurs efforts dans le but : - de coordonner entre eux, par une répartition concertée, les tâches et les productions, - de donner à la promotion commerciale de leurs produits dans la C.E.E. le caractère d'un objectif prioritaire, - d'intensifier la valorisation sur place de leurs produits primaires, - de réduire autant que possible les prix de revient, - de suivre en ces matières les recommandations du groupe mixte d'experts sur l'écoulement des produits originaires des Etats associés.

Prenant le premier la parole dans le débat, M. Aigner (all.) a souligné, au nom du groupe démocrate-chrétien du Parlement européen, que la question des rapports entre les pays très industrialisés et les pays en voie de développement constitue, sans doute, le problème fondamental de notre génération. Si nous ne parvenons pas à le résoudre, nous verrons se déchaîner des mouvements extrêmement dangereux. La solution la plus satisfaisante pour les hommes ne consiste pas dans un simple partage des ressources disponibles, mais dans une augmentation des richesses. L'orateur a évoqué ensuite l'importance du problème démographique, le problème des rapports des termes de l'échange et celui de la surproduction. Il ne faut pas fixer des structures insatisfaisantes et maintenir ainsi une situation de surproduction. D'autre part, un véritable développement des pays africains n'est pas possible si on n'accorde pas à l'éducation, à la formation et à l'industrialisation une importance aussi grande qu'à la commercialisation des produits. Il faut créer dans les E. A. M. A. un marché intérieur et un pouvoir d'achat massif. En ce qui concerne les bananes, M. Aigner estime que la position africaine en Europe doit être renforcée. Si des liens solides ont été tissés entre l'Europe et l'Afrique, il ne faut cependant pas perdre de vue que l'on doit mettre tout en oeuvre afin d'éviter les discriminations à l'égard des pays tiers.

Pour M. Rakoto Zafimahery (Madagascar), l'organisation des marchés contribuera à renforcer l'association et à servir la cause de tous les partenaires. La voix des dix-huit E. A. M. A. constitue un poids politique qui, joint à celui de l'Europe des Six, contribuera à un meilleur équilibre du monde. La délégation malgache souscrit aux formules proposées dans le rapport Armengaud et notamment au système du prix garanti. Si les solutions proposées sont encore imparfaites, elles ont le mérite d'être perfectibles. L'effort principal devra venir des E. A. M. A.

M. Sabatini (dém.-chr. it.) estime que les solutions régionales sont à préférer aux tentatives d'accords mondiaux. L'association euro-africaine doit surtout miser sur la carte du progrès technologique à mettre au service de l'Homme. L'orateur a souligné l'importance de l'action à mener en vue d'une augmentation de la consommation dans les Etats associés, grâce à une redistribution plus favorable du revenu national. M. Sabatini a lancé l'idée d'un fonds public d'investissements industriels qui pourrait fonctionner grâce à la collaboration des grandes centrales syndicales, des gouvernements européens et des gouvernements des E. A. M. A.

Le groupe socialiste, par la voix de M. Spenale (fr.) approuve le contenu du rapport. Il demande l'augmentation des bourses pour les étudiants africains. M. Spenale s'est attaché à démontrer que la philosophie du "cartiérisme" est aujourd'hui abandonnée. L'origine de l'association réside dans l'idée de la force commune. On trouve plus de force en commun qu'en restant isolé. Les résultats de la libre association C. E. E. - E. A. M. A. ont été, jusqu'ici, bénéfiques pour tous et pour chacun.

M. Guillabert (Sénégal) a posé le problème des oléagineux qui intéresse particulièrement le Sénégal. Les pays africains ne veulent pas vivre uniquement d'aides. Cette formule ne peut avoir qu'un caractère transitoire. Un facteur dangereux réside dans la différence entre les solutions qui sont apportées aux problèmes agricoles en Afrique et celles, beaucoup plus énergiques, qui sont mises en oeuvre dans les autres pays du monde. La surproduction ne doit pas être reprochée aux pays africains mais aux grands pays qui ont le moyen de procéder à une différenciation de leurs productions. L'aide que souhaitent les pays est celle qui leur permettrait d'obtenir un prix normal pour leurs produits, d'organiser leur marché et surtout d'accroître leur niveau de vie et leur pouvoir d'achat.

M. Bersani (dém.-chr. it.) est d'avis que seules des solutions régionales pourront remédier aux différents problèmes des E. A. M. A. Mais il devra s'agir de solutions qui laissent ouvertes des possibilités concrètes d'accords plus larges à l'échelle mondiale. L'orateur a souligné l'importance des structures agricoles et des investissements industriels.

La détérioration progressive du rapport des termes de l'échange pour les producteurs de matières premières a retenu l'attention de M. Lückner (dém.-chr. all.). Pour lui, la Conférence de New Delhi montrera s'il est possible d'envisager des solutions efficaces sur le plan mondial ou si, par contre, les solutions doivent être maintenues dans un cadre régional.

M. Rochereau, membre de la Commission des Communautés européennes, a souligné que les échanges commerciaux et la coopération financière et technique sont deux grands problèmes d'une stratégie du développement à l'échelon régional et non à l'échelle mondiale. Mais il est préférable de s'en tenir à ce qui est possible au niveau régional et deviendrait par trop difficile au niveau mondial. M. Rochereau a fait quelques observations sur les propositions contenues dans le rapport de M. Armengaud, notamment en ce qui concerne la création d'un fonds de stabilisation et le plafonnement des taxes à la consommation. La Commission se préoccupe également de certaines mesures qui tendent à aggraver la position des E. A. M. A. en tant qu'exportateurs. Pour régler le problème des bananes, M. Rochereau préférerait une solution communautaire à des solutions bilatérales. Quelque grande que soit l'importance des investissements du F.E.D., a déclaré M. Rochereau en terminant, il ne fait aucun doute que la Commission sera jugée sur ses succès ou ses échecs sur le terrain commercial.

Compte de gestion et budget de la Conférence

Sur rapport (doc. 18) de M. Ngoo Mebe (Cameroun), fait au nom de la Commission paritaire, la Conférence a adopté une résolution dans laquelle elle donne décharge au Secrétaire général du Parlement européen pour le compte de gestion de 1966 et approuve le projet d'état prévisionnel pour 1968. Les dépenses sont réparties entre le Parlement européen et les Etats associés.

Avant de clôturer la session annuelle de la Conférence, le président Poher a souligné que la Conférence avait prouvé, une fois de plus, qu'elle permettait l'expression démocratique de toutes les opinions représentées en son sein. La caractéristique la plus profonde de l'association est la libération de l'homme. Cette Conférence a montré des orientations nouvelles et la recherche de solutions pratiques. Le président a souhaité que l'association réussisse car elle renferme pour l'Europe en voie de construction des chances véritables.

Formation de la Commission paritaire

La Conférence a procédé le 7 décembre, à la nomination des membres et à la désignation du président et du vice-président de la Commission paritaire qui est l'organe permanent de la Conférence et prépare les travaux de celle-ci.

M. Sissoko (Mali) a été élu président et M. Thorn (lib. lux.) vice-président de la Commission paritaire.

Pour l'année 1968, la Commission paritaire a proposé que ses deux premières réunions se tiennent, l'une au printemps, à Bruxelles, l'autre en automne, à Kinshasa. La prochaine Conférence se tiendra à Tananarive au mois de décembre.

M. Ebagnitchie (Côte d'Ivoire) a été chargé du rapport sur le prochain rapport annuel du Conseil d'association et M. Rakoto Zafimahery (Madagascar) du rapport financier.